

qu'ils devront payer davantage pour leur essence? C'est ce qui arrivera très prochainement. Je poursuis ma citation:

• (2.40 p.m.)

Les spécialistes de l'industrie chez nous sont persuadés que l'équilibre précaire entre les pays producteurs et les pays consommateurs a incliné nettement en faveur des producteurs. L'appréciation suivante de la situation a été faite à Genève après des entretiens avec les économistes européens les plus chevronnés:

Au cours de la majeure partie de la période d'après-guerre, et plus particulièrement au cours des années 60, l'Europe a pu bénéficier d'un rapide accroissement des importations de pétrole à bon marché du Moyen-Orient et du nord de l'Afrique. Des surplus de pétrole et une concurrence vive entre les sociétés pétrolières internationales ont contribué au bas niveau des prix.

Maintenant, la situation a changé du tout au tout. La consommation en Europe s'est accrue plus vite qu'on ne l'avait prévu. L'Europe de l'Ouest utilise maintenant le pétrole pour produire bien au-delà de la moitié de l'énergie dont elle a besoin et importe du Moyen-Orient et du nord de l'Afrique, plus de 85 p. 100 du pétrole qu'elle consomme.

La consommation mondiale de pétrole pourrait doubler encore au cours des années 70 si l'on en juge par les évaluations du consortium Shell et Royal Dutch. Et on peut difficilement espérer que l'Europe puisse en arriver à dépendre dans une plus faible mesure du pétrole arabe d'ici les cinq ou dix prochaines années.

Il ne faut pas perdre de vue, d'autre part, que ces prévisions sont basées sur l'hypothèse que la situation restera relativement stable. Il suffirait d'une conflagration au Moyen-Orient pour nous mettre dans le pétrin. Compte tenu des engagements contractés par la plus importante puissance mondiale que sont les États-Unis, j'aimerais savoir si le Canada a entamé avec ce pays des négociations quant à ce qui se passerait si les États-Unis se trouvaient engagés dans un conflit du genre que j'ai évoqué, alors que le Canada demeurerait neutre. Le pétrole continuerait-il à couler dans l'oléoduc? Sommes-nous disposés à prendre l'engagement qu'il continuerait à couler en de telles circonstances? Je suis sûr que les hommes d'affaires américains ne manqueront pas de poser ce genre de questions.

Le ministre reconnaît que nous n'avons pas, nous autres Canadiens, assez d'argent pour financer ces projets de pipe-lines. Je suis d'accord avec lui et je suis heureux de l'entendre dire ces choses. Je me félicite de ce qu'il y ait au moins un ministre pour nous dire la vérité. La vérité, c'est que nous n'avons d'autre ressource que de faire savoir aux Américains et à d'autres étrangers que nous avons besoin de leurs capitaux. Il nous appartient de tracer des directives, mais cela, c'est autre chose. En fait, le gouvernement ne cesse de faire face à des crises, ainsi que le montre l'affaire de la Home Oil. Les actions de cette société ne sont pas cotées en bourse aujourd'hui à la suite de la décision prise par le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Si une étude indépendante doit se faire, qu'on nous le dise et qu'on établisse les faits. Je signale que l'Office national de l'énergie, qui, semble-t-il, sera chargé de l'industrie tout entière, n'est pas bien outillé pour s'occuper de telles situations. Il convoque des témoins comme s'il s'agissait d'un procès. Puis, il prend des décisions. Si on établissait un organisme indépendant, soucieux du bien public, je crois que l'Office même prendrait les décisions appropriées après avoir pris connaissance des faits. Mais tout doit se faire après consultation avec les États-Unis.

[M. Woolliams.]

M. l'Orateur suppléant: Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé.

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Je me réjouis de pouvoir participer à ce débat d'une extrême importance. Du point de vue économique, la question est probablement la plus importante que nous aurons à envisager d'ici à plusieurs années. Si l'on se rappelle que la Voie maritime, probablement la plus grande réalisation canadienne des années récentes dans le domaine de la construction, a coûté environ 500 millions, sans compter les éléments de production d'énergie, et si l'on considère que les deux pipe-lines coûteraient quelque 5 milliards, soit l'équivalent de dix voies maritimes, on voit que cette question, du seul point de vue économique, est d'une importance considérable pour l'avenir de notre pays.

Un débat à ce moment-ci, bien que prématuré peut-être, est certes justifié. Des membres de l'opposition ont fait valoir la nécessité d'une étude de faisabilité. Il serait peut-être utile de consigner au compte rendu ce qui s'est fait jusqu'à présent. Le débat ne peut qu'être très utile si l'on pense qu'il se trouve à Prudhoe Bay du pétrole d'une valeur de 50 milliards de dollars, en plus d'un potentiel d'une valeur de 250 milliards de dollars, et que les Américains ont nettement signifié leur intention de transporter ce pétrole. Selon le *Globe and Mail*, M. Morton, secrétaire de l'Intérieur, a déclaré hier, quand on lui a demandé si on avait décidé de mettre ce pétrole sur le marché: «C'est exact. Nous ferions preuve de négligence en ne mettant pas ces ressources en valeur.» La situation est donc claire. Le pétrole se trouve là, en Alaska. Les Américains vont le transporter, et ils n'ont que deux moyens possibles de le faire: par pétroliers le long de la côte du Pacifique ou par un oléoduc pour lequel le Canada constituerait une sorte de pont terrestre, une partie du pétrole transporté aboutissant sur le marché canadien, mais la plus grande partie, certainement, sur le marché américain. D'une façon ou d'une autre, le transport se fera, et la question qui se pose est la suivante: qu'est-ce qui est le mieux pour le Canada?

Nous avons pris position: notre secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déclaré, ainsi que plusieurs de mes collègues du cabinet et moi-même, que nous nous inquiétons beaucoup du peu de sécurité que présenteraient des mouvements considérables de pétroliers naviguant dans les glaces de l'Arctique pour ensuite aller longer la côte ouest près du littoral de la Colombie-Britannique. Nous avons exprimé une grande inquiétude face à ce projet. D'autre part, on pourrait emprunter la vallée du Mackenzie. Comme l'a dit le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (M. Chrétien) nous n'avons pas encore trouvé les solutions de tous les problèmes que suscite cet acheminement, mais j'estime qu'il y a lieu de révéler les renseignements dont nous disposons.

La situation a beaucoup évolué. C'est en juin 1968 qu'on a trouvé le gisement de la baie de Prudhoe—il y aura donc de cela trois ans cet été. Naguère encore, les sociétés intéressées semblaient avoir décidé d'expédier le pétrole par Valdez, d'où il serait réexpédié le long de la côte, ce qu'attestent les millions de dollars de pipe-lines empilés sur la toundra. Ceux d'entre nous qui envisageaient la possibilité d'acheminement du pétrole par la vallée du Mackenzie pensaient que ce serait une seconde ligne. Mais des choses en dehors de notre compétence